

Histoire du Québec et du Canada

Complément au cours HIS 4017-1 Module 2

1^{re} édition / Novembre 2007

Conception : Emmanuèle Baudouin

Mise en page : Stéphane Rose

Impression : Maurice Duguay

Centre LeMoyne-D'Iberville
560, rue LeMoyne Ouest
Longueuil, Québec
J4H 1X3
Tél. : 450-670-3130 poste 212
Télec. : 450-670-4991

Le début du XX^e siècle – 1896-1929

Le dominion du Canada, bien qu'ayant obtenu l'autonomie sur le plan de la politique intérieure, (depuis 1848 avec le gouvernement responsable) demeure une colonie de l'Angleterre. En effet, le Canada est encore soumis à l'Angleterre en ce qui concerne les relations étrangères. Ceci signifie que le Canada doit se conformer aux décisions de l'Angleterre. Ce n'est qu'à partir des années 1930 qu'on notera un accroissement de son autonomie politique.

La situation politique entre 1896 et 1929

Cette période est marquée par l'affrontement de deux nationalismes, affrontement qui atteindra son point culminant avec la conscription pour la Première Guerre mondiale. Les deux nationalismes sont :

- le nationalisme canadien (en majorité les Canadiens-français partisans de l'indépendance face à l'Angleterre);
- l'impérialisme (en majorité les Canadiens-anglais en faveur de l'identification à l'Angleterre).

À cette époque, l'Angleterre, qui voyait son empire britannique plafonner et sa suprématie économique menacée par l'Allemagne et les États-Unis, a cherché à raffermir ses relations commerciales avec ses dominions. Elle voulait mettre en place une politique étrangère commune, cesser le protectionnisme des dominions, créer une marine commune pour défendre son empire.

Ces questions ont divisé davantage les deux nationalismes, c'est-à-dire les Canadiens-français et les Canadiens-anglais.

Wilfrid Laurier, Premier ministre du Canada et premier francophone à diriger le pays, refuse les demandes de l'Angleterre, mais il aura tendance à essayer de faire des compromis qui ne contenteront ni les francophones ni les anglophones. Par exemple, la question des écoles du Manitoba sur laquelle il ne rétablit pas officiellement les écoles françaises et catholiques, puis une

proposition de créer une marine canadienne pour soutenir la marine britannique, une proposition rejetée totalement par les Canadiens-français, menés par Henri Bourassa (nationaliste libéral).

La guerre des Boers en Afrique du Sud attisera également l'opposition entre les deux nationalismes : l'Angleterre, en guerre avec les Boers, demande au Canada d'envoyer des hommes au combat. Cette demande est appuyée par les Canadiens-anglais mais refusée par les Canadiens-français, bien que Laurier applique une solution de compromis en envoyant des volontaires, à la colère des nationalistes.

Finalement, la Première Guerre mondiale poussera ces divisions jusqu'à la confrontation violente. En effet, le gouvernement conservateur du Premier ministre Borden vote la conscription (l'enrôlement obligatoire). Henri Bourassa s'oppose avec force à cette idée; il y aura des morts et des blessés.

Les conséquences de la Première Guerre mondiale

Le Canada a joué un rôle important, finalement, dans cette guerre en contribuant par sa production d'armes, de munitions et de blé et par l'envoi de plus de 400 000 soldats.

Cet effort de guerre lui vaut la reconnaissance de son statut international autonome. Comment?

- en 1919, le Canada signe le traité de Versailles, qui met fin à la guerre, à titre de nation autonome;
- en 1919, le Canada devient membre à part entière de la Société des Nations (SDN);
- en 1923, le gouvernement libéral de Mackenzie King signe son premier traité international sans l'approbation de l'Angleterre, car il a obtenu la reconnaissance juridique de l'autonomie du Canada face à l'empire britannique. Cet accord régleme la pêche au flétan dans le Pacifique;
- en 1926, le rapport Balfour reconnaît légalement l'autonomie de tous les dominions, le seul lien les rattachant à l'Angleterre est une allégeance commune à la couronne;
- en 1931, le statut de Westminster, adopté à Londres, confirme l'indépendance politique du Canada vis-à-vis de l'Angleterre, même si le roi demeure le souverain du Canada, ce qui signifie que seuls les amendements à la constitution relèvent encore du parlement britannique.

Concrètement, cela signifie que depuis la loi (le Statut) de Westminster, le Canada n'est plus obligé de suivre l'Angleterre dans ses guerres; le Statut de Westminster permet dorénavant au Canada de signer des ententes économiques avec n'importe quel pays sans devoir demander

l'autorisation à l'Angleterre. Bref, ce Statut (loi) de Westminster de 1931 confirme l'autonomie complète du Canada.

La relance sur le plan économique

Bien que le Canada soit déjà dans une bonne période économique depuis la 1^{ère} phase d'industrialisation ayant débuté en 1880, il n'en demeure pas moins que la 1^{ère} Guerre Mondiale relance encore plus l'économie. Plusieurs usines de matières premières, de produits manufacturés et d'aliments apparaissent; d'autres sont converties en usines d'armement et de munitions durant la guerre.

On fait appel aux femmes pour combler les postes de ceux partis à la guerre, ce qui les aidera à obtenir le droit de vote en 1918 au niveau fédéral.

Une deuxième phase d'industrialisation (1896 ou 1900 à 1929) (Voir carte p. 71)

La deuxième phase d'industrialisation est caractérisée par l'exploitation des ressources naturelles. C'est le début de la production d'hydro-électricité, des pâtes et papier. L'industrie minière se développe (fer, zinc, cuivre, or et argent). L'aluminium aussi se développe rapidement. L'industrie chimique connaît un essor important, surtout grâce à la 1^{ère} Guerre mondiale. Enfin, la 2^{ème} phase d'industrialisation se caractérise par la prédominance des capitaux américains. (Contrairement à la 1^{ère} phase d'industrialisation où le principal fournisseur de capitaux était l'Angleterre.

Au Canada et au Québec, les 30 premières années du XX^e siècle connaîtront une prospérité économique. Le réseau de l'électricité appartient surtout à des compagnies privées. Le Québec devient en 1922 le plus gros exportateur mondial de papier journal. L'industrie minière engendre de nouvelles villes (Thetford Mines, Asbestos, etc.). Cependant, elle rapporte moins, car c'est aux États-Unis qu'on transforme les minerais; le Québec ne fait que les exporter. Justement, toute cette percée industrielle dépend largement des capitaux américains.

Conséquences sociales de la deuxième phase d'industrialisation

Urbanisation: celle-ci s'accroît rapidement car l'augmentation du nombre d'emplois en usines attire la population rurale. De plus, les villes sont de plus en plus attirantes (hôpitaux, banques, cinémas, grands magasins, théâtres etc.).

En plus de l'arrivée de la population rurale, les villes accueillent un grand nombre d'immigrants (Italiens, Juifs, Irlandais, Chinois). D'autres (Allemands, Polonais etc.) s'installent plutôt dans les terres de l'Ouest.

On appelle les années 20 (1920 à 1930) les années "folles", celles où l'on sent une frénésie, un désir de vivre "follement au lendemain de la 1^è Guerre mondiale.

Conditions de travail et syndicalisation

D'une façon générale, on retiendra que, autant durant la 1^è phase d'industrialisation que durant la 2^è phase d'industrialisation, les conditions de travail de la classe ouvrière sont très pénibles et misérables. On continue d'exploiter femmes et enfants en plus des hommes. On se souvient qu'on assistait aux débuts de la syndicalisation durant la 1^è phase, mais comme l'Église catholique craint les idées de syndicalisation venant des États-Unis, elle décide de créer en 1921 la Confédération des travailleurs catholiques du Canada (CTCC) afin de garder le contrôle sur le mouvement syndical.

La crise économique au Canada et au Québec (1929 à 1939)

La cause principale de cette crise économique est la surproduction (voir tableau 2.4 p. 79). Les compagnies doivent alors ralentir leur production, ce qui plonge l'économie dans un cercle vicieux. Le premier événement qui débute cette crise est le Krach boursier de Wall Street à New York le 24 octobre 1929, appelé le "Jeudi noir".

Donc, voyant la quantité de stocks invendus, les entreprises ralentissent leur production et procèdent à des mises à pied, ce qui fait augmenter le chômage. Ces chômeurs ont moins d'argent dans leurs poches (baisse du pouvoir d'achat) et consomment donc moins (baisse de la demande), etc.

Cette crise frappe très sévèrement et fait donc très mal. Le chômage grimpe en flèche (il passe de 3% à 25%) et beaucoup de gens se retrouvent dans la misère.

Les réactions de l'État

Devant cette misère croissante, les Gouvernements se décident à mettre en place une série de mesures afin d'aider les citoyens les plus touchés.

Les mesures sont :

- Des secours directs
- Des programmes de travaux publics
- La création du ministère du travail
- Une politique de colonisation (pour encourager les gens à s'établir en région et à y cultiver la terre)
- La hausse des tarifs douaniers (pour protéger le marché canadien).

Cependant, ces mesures ne suffisent pas et c'est la Deuxième guerre mondiale qui mettra fin à cette crise. Le Gouvernement fédéral lance un projet nommé "New Deal canadien" qui est un plan de redressement économique.

Les principales réactions à la crise économique de 1929

Cette crise (qui a duré 10 ans) a touché si sévèrement la population que beaucoup ont perdu confiance dans les partis politiques traditionnels. Cette perte de confiance se traduit par l'apparition de nouvelles doctrines (socialisme, communisme etc.) et de nouveaux partis politiques comme la Coopérative Commonwealth Federation (CCF) qui s'inspire du socialisme, le Crédit social (parti qui propose un partage plus équitable de la richesse), mais aussi l'Union nationale, parti dirigé par Maurice Duplessis. Par crainte de voir les idées communistes faire leur chemin, Duplessis met en place la "Loi du Cadenas" afin d'empêcher tout regroupement de citoyens pour les empêcher de propager leurs idées communistes. Il adopte aussi cette Loi contre les syndicats. Nous reverrons Duplessis dans le 3^e module, alors qu'il sera Premier ministre du Québec au lendemain de la Deuxième guerre mondiale (1945 à 1960) pendant 15 ans.

FIN du 2^e MODULE